

L'internationalisation de l'enseignement supérieur à Singapour : un modèle élitiste à la croisée des « mondes » ?

The Internationalization of Higher Education in Singapore: An Elitist Model at the Crossroads of "Worlds"?

Valérie Erlich et Jimmy Stef

Numéro 89, 2022

L'enseignement supérieur en recomposition : entre institutions et parcours éducatifs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1094550ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1094550ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Erlich, V. & Stef, J. (2022). L'internationalisation de l'enseignement supérieur à Singapour : un modèle élitiste à la croisée des « mondes » ? *Lien social et Politiques*, (89), 107–129. <https://doi.org/10.7202/1094550ar>

Résumé de l'article

Sous l'effet des politiques d'internationalisation, Singapour se positionne aujourd'hui comme l'un des pôles mondiaux de l'enseignement supérieur les plus sélectifs. Comment ces politiques se sont-elles imposées à Singapour? Se sont-elles développées selon un modèle hégémonique occidental? La concurrence entre les établissements publics et privés s'est-elle intensifiée? Les élites étudiantes se sont-elles renouvelées? Pour répondre à ces questions, l'article analyse l'impact des dynamiques d'internationalisation sur le système d'enseignement supérieur à Singapour au cours des cinquante dernières années. L'intensification de la dimension internationale à Singapour témoigne d'une reconfiguration de la structuration de ses formations et de la fabrication de ses élites. Sur la base d'une enquête de terrain combinant analyses d'entretiens auprès d'acteurs institutionnels, discours politiques et sources documentaires, l'article montre que les universités publiques singapouriennes offrent aujourd'hui des formations d'élite classées parmi les meilleures d'Asie, accueillant prioritairement les étudiants nationaux les plus dotés scolairement, dont les flux s'accroissent depuis 2010 au détriment de ceux des étudiants internationaux. De son côté, le système privé lucratif des établissements délocalisés à Singapour répond à de fortes exigences de qualité et permet de recruter un plus grand nombre d'étudiants en mobilité. En découle une dichotomie entre une élite publique formée dans les universités nationales plus sélectives scolairement et une élite privée incarnée dans les établissements privés plus sélectifs économiquement. L'enquête démontre que l'enseignement supérieur singapourien a acquis une position dominante régionale grâce à des décisions appuyées sur des valeurs inspirées à la fois du monde occidental technologiquement développé et du monde oriental en croissance rapide.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur à Singapour : un modèle élitiste à la croisée des « mondes » ?

VALÉRIE ERLICH

Maîtresse de conférences au Département de sociologie — Université Côte d'Azur

Chercheuse à l'URMIS (Unité de recherche Migrations et sociétés, Nice/Paris, CNRS, UMR 8245)

JIMMY STEF

Doctorant en sociologie — Université Côte d'Azur

Chercheur à l'URMIS (Unité de recherche Migrations et sociétés, Nice/Paris, CNRS, UMR 8245) et à l'IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine – Bangkok, Thaïlande)

—

Introduction

Érigée dans un premier temps sous l'influence de l'Empire britannique, Singapour, placée stratégiquement au cœur de l'Asie du Sud-Est, s'est positionnée, après son indépendance en 1965, comme l'un des pôles mondiaux de l'internationalisation de l'enseignement supérieur les plus sélectifs en matière de recherche, de partenariats, d'étudiants, de professeurs et d'infrastructures, ce qui lui permet aujourd'hui d'atteindre les premières places du palmarès mondial des classements régionaux et internationaux. Des premières années qui ont suivi la pleine souveraineté de Singapour, où l'objectif était de calquer les universités locales sur le modèle élitiste anglais, à aujourd'hui, où le but du gouvernement est que Singapour devienne la capitale régionale de l'enseignement supérieur en Asie du Sud-Est, la structuration des formations et la production des élites se sont métamorphosées sous l'effet des politiques d'internationalisation. Comment ces politiques se sont-elles imposées à Singapour ? Se sont-elles développées selon un modèle hégémonique

occidentale? La concurrence entre les établissements publics et privés s'est-elle intensifiée? Les élites étudiantes se sont-elles renouvelées dans le champ des formations nationales et internationales?

Partant de ces questionnements, cet article analyse l'impact des dynamiques d'internationalisation sur le système d'enseignement supérieur à Singapour au cours des cinquante dernières années. Il permet de prendre part à une discussion plus générale sur la manière dont les politiques et les dispositifs publics mis en œuvre dans les systèmes éducatifs, en particulier depuis les années 2000, procèdent d'une rationalité fondée sur la mesure des performances (Lascoumes et Simard, 2011). En effet, nombre de systèmes d'enseignement supérieur dans le monde ont été soumis à des impératifs similaires : volonté de transformer les relations qu'entretiennent les acteurs publics et politiques avec les établissements d'enseignement supérieur; autonomisation des universités, qui deviennent des organisations à part entière; intégration grandissante des « parties prenantes », c'est-à-dire des partenaires engagés dans un processus d'internationalisation; inscription dans des logiques de privatisation (Musselin, 2008). L'internationalisation de l'enseignement supérieur se construit globalement selon deux dynamiques : une internationalisation « orientée vers l'intérieur » (*inward-oriented higher education internationalization*), qui implique l'importation de connaissances, de cultures, de normes et de modèles d'enseignement supérieur étrangers dans le but de valoriser l'identité nationale, et une internationalisation « orientée vers l'extérieur » (*outward-oriented*), destinée à attirer les étudiants internationaux les plus dotés scolairement et à occuper une place majeure sur le marché mondial de l'éducation (Wu et Zha, 2018; Wu, 2021). Cependant, aux prises avec des questions nationales distinctes, les États participent de manière différenciée à ces processus d'internationalisation (Hughes, 2008). Le cas de Singapour est exemplaire d'une internationalisation d'État. En effet, dirigée par le Parti d'action du peuple (PAP) depuis mai 1959, sans véritable opposition, Singapour est le plus souvent apparentée à une démocratie relativement graduelle ou limitée (Singh, 2011) se caractérisant par des éléments autoritaires qui, combinés aux éléments démocratiques, produisent une « démocratie à l'asiatique » (Neher, 1994; nous traduisons). Dans ce contexte, l'enseignement supérieur singapourien reste maintenu sous contrôle et subordonné à la primauté des objectifs du gouvernement, et de ses acteurs politiques animés par des intérêts communautaires.

L'article vise ainsi à démontrer que les institutions d'enseignement supérieur singapouriennes n'ont pas échappé aux impératifs de performance évoqués ci-dessus, mais se sont développées selon un modèle d'internationalisation alternatif, conçu d'après des principes issus à la fois du *monde occidental* (Ouest) et du *monde oriental* (Est). Ainsi, dans une logique méritocratique qui priorise l'excellence, les programmes offerts dans les universités publiques singapouriennes sont devenus, en une cinquantaine d'années, des formations d'élite au sommet de la hiérarchie de l'enseignement supérieur. Bien que fortement internationalisées, elles s'adressent en priorité aux meilleurs étudiants singapouriens dont les flux s'accroissent depuis 2010 au détriment de ceux des étudiants internationaux. Le système privé lucratif des établissements délocalisés à Singapour, lui aussi segmenté, répond à de fortes exigences de qualité et permet de recruter un plus grand nombre d'étudiants en mobilité. Comme pour d'autres systèmes d'enseignement supérieur, les stratégies d'internationalisation à Singapour ont donc indéniablement eu des effets sur la configuration des formations (Partie I) et la production des élites étudiantes, fractionnées entre universités publiques et universités privées (Partie II). Pour analyser les effets des stratégies d'internationalisation de l'enseignement supérieur à Singapour, l'article s'appuie sur un travail de terrain mené de 2018 à 2020 qui mobilise plusieurs matériaux complémentaires (Encadré méthodologique).

Encadré méthodologique

Une enquête de terrain menée de 2018 à 2020 à Singapour

Des matériaux qualitatifs

- Des entretiens semi-directifs ont été réalisés entre mars 2018 et mars 2020 auprès de 18 acteurs institutionnels singapouriens (présidents, vice-présidents d'université, directeurs, responsables des relations internationales, responsables diplomatiques, experts et chasseurs de talents internationaux), qui se sont exprimés notamment sur l'évolution de l'internationalisation à Singapour, les stratégies de leurs institutions en matière d'internationalisation, les classements internationaux, leurs réseaux et partenariats, les mobilités étudiantes entrantes et sortantes.

- Un corpus de 120 discours politiques de différents ministres ou d'autres représentants de l'État, depuis l'indépendance en 1965 jusqu'en 2020 (disponibles sur les archives nationales de Singapour en ligne) a permis de compléter l'enquête par entretiens.
- S'y ajoute un corpus constitué d'archives documentaires : lois, décrets, débats durant des sessions parlementaires, plans et rapports annuels d'établissements, documents stratégiques liés à l'internationalisation.

Des matériaux quantitatifs

Une analyse secondaire de données statistiques a permis de quantifier les flux de mobilité des étudiants nationaux et internationaux et leur répartition au sein de l'enseignement supérieur singapourien à partir de données statistiques issues de diverses institutions (Institut de statistique de l'UNESCO, Singapore Department of Statistics, Banque Mondiale, Eurostat, OpenDoors), agences nationales (ministère de l'Éducation, agences de statistique), établissements publics et privés.

1. Internationalisation de l'enseignement supérieur singapourien et reconfiguration du champ des formations

L'internationalisation de l'enseignement supérieur à Singapour repose sur des principes managériaux qui valorisent la privatisation, les dispositifs d'évaluation quantitative et les classements, selon des normes et des valeurs qui, au premier abord, paraissent universellement acceptées (Musselin et Bezes, 2015). Pour autant, l'universalité de l'internationalisation est remise en question par les spécificités nationales et le « polymorphisme institutionnel » des organisations universitaires (Paradeise et Thoenig, 2013). Selon des logiques de mimétisme et de distinction, la reconfiguration des formations supérieures à Singapour a suivi deux grandes tendances au cours des cinquante dernières années : la transformation des universités publiques nationales en universités de « classe mondiale » et la hiérarchisation de l'offre éducative privée.

1.1 Une volonté nationale de transformer les universités publiques en universités de « classe mondiale »

Les universités nationales au sommet de la structuration de l'enseignement supérieur singapourien

Le système national d'enseignement postsecondaire s'organise à Singapour autour des Junior College et des Instituts préuniversitaires, qui accueillent les meilleurs élèves et donnent accès à l'université, des écoles polytechniques complémentaires, capables de produire des ressources humaines de niveau intermédiaire (comparables aux IUT et BTS français), ainsi que des Institutes of Technical Education, qui s'adressent à des techniciens peu qualifiés. Les universités publiques, qui forment les futures élites nationales, comme dans la majorité des pays d'Asie du Sud-Est, sont considérées au sommet de la hiérarchie depuis 1949, date de la création de la première université autonome, l'University of Malaya. Singapour compte aujourd'hui six universités publiques, dont deux de renommée internationale. La plus ancienne est la National University of Singapore (NUS), issue de la fusion en 1980 de la Nanyang University, créée en 1951 pour transmettre l'éducation et les traditions chinoises, et de l'University of Singapore, créée en 1962 et encourageant l'éducation anglaise. Dès leur création au début des années 1950, les établissements techniques ont quant à eux été assimilés à des établissements de second rang, s'érigeant comme des collèges universitaires pour les masses (Anonyme, 1952). À partir de 1979, pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la formation d'ingénieurs devient une priorité nationale, conduisant l'État à créer un nouvel Institut technologique de haut niveau, le Nanyang Technological Institute (NTI), qui devient en 1991 la Nanyang Technological University (NTU), seconde grande université d'État de Singapour, appelée à former les futures élites technologiques. Cette suprématie des universités publiques a été institutionnalisée en 1979 dans le rapport *Goh Keng Swee*, qui mentionne pour la première fois le principe d'excellence et dénonce la démocratisation de l'enseignement supérieur dans de nombreux pays occidentaux, ainsi que l'exprime Lee Kuan Yew, premier ministre en 1984 :

[U]ne éthique antiélitiste prévaut dans de nombreux pays occidentaux, notamment parmi les groupes de la Nouvelle Gauche en Grande-Bretagne. Ils glorifient la médiocrité pour en faire un culte. Ils condamnent l'excellence comme étant de l'élitisme. (Discours de Lee Kuan Yew, premier ministre, « The Search for Talent », 1984 ; nous traduisons)

Quatre autres universités publiques sont ensuite créées dans les années 2000, en collaboration avec des institutions américaines et chinoises, dans le cadre de partenariats divers (cf. *infra*), pour couvrir la formation de segments spécialisés : SMU (business, management), SUSS (sciences sociales), SUTD (architecture, design), SIT (transports, ingénierie). La complémentarité entre ces « niches d'excellence », dénommées ainsi par les acteurs politiques, est clairement affichée :

[...] Si vous comparez les SMU, SUTD, SIT et SUSS, l'objectif de ces universités est assez différent. Il s'agit de garantir que nous puissions répondre aux besoins des différents segments de la population, tout en évitant qu'ils soient pris dans une situation de concurrence directe les uns avec les autres. (Responsable des Relations internationales, Université publique de Singapour, 2020; nous traduisons)

Cette configuration entre les formations s'est établie parallèlement aux normes occidentales, auxquelles Singapour n'a pu échapper pour s'imposer sur le marché mondial.

L'internationalisation des universités singapouriennes : un objectif essentiel pour conquérir le marché asiatique

Au moment de l'indépendance, en 1965, l'internationalisation, devenue un objectif fondamental des politiques publiques de l'État-nation, se traduit par l'anglicisation du système d'éducation local. Ensuite, dans les années 1980, la vision gouvernementale se distingue par sa volonté de positionner ses universités parmi les meilleures d'Asie, en s'inspirant des universités américaines les plus prestigieuses, situées autour de Boston (Harvard, Yale, Princeton, Columbia) :

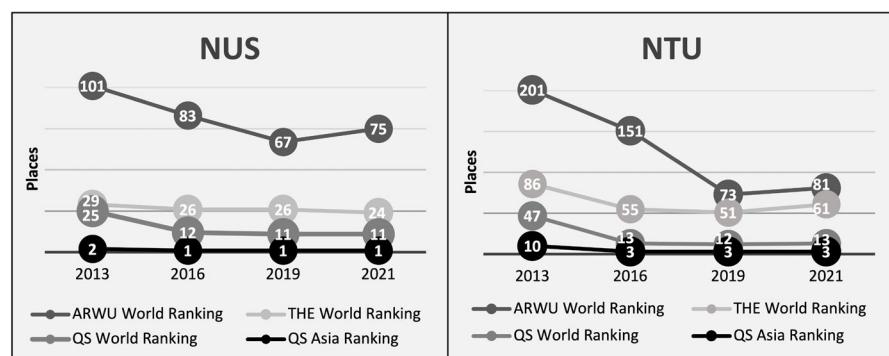
La vision du gouvernement est que la NUS et la NTU deviennent des universités de classe mondiale au 21^e siècle. Nous devons viser à ce qu'elles soient parmi les meilleures universités d'Asie et d'Australasie, acquérant progressivement pour Singapour une réputation de « Boston de l'Est ». (Discours de Goh Chok Tong, premier ministre, NUS, 1996; nous traduisons)

L'émulation du modèle américain pour accéder à un statut de pôle régional d'enseignement supérieur est liée à la stratégie de transformer les universités singapouriennes en « *world-class institutions* », reconnues parmi les

meilleures au monde dans leur domaine par leurs pairs (Jarvis et Mok, 2019). Les deux grandes universités publiques répondent à cette désignation par leur positionnement dans les classements (figure 1).

Figure 1

Évolution du positionnement des deux grandes universités publiques singapouriennes (NUS et NTU) dans les classements internationaux et régionaux



Sources : Academic Ranking of World Universities (ARWU) Shanghai Ranking, World University Rankings THE (Times Higher Education), QS World, Asia, 2013, 2016, 2019, 2021 (graphique réalisé par les auteurs).

Note de lecture : en 2021, la NUS et la NTU sont classées respectivement en 1^{re} et en 3^e position dans le classement QS Asia Ranking, puis en 11^e et en 13^e position dans le monde selon le QS World Ranking.

La *corporatisation* des universités publiques depuis les années 2000, qui se caractérise par leur privatisation partielle, représente une nouvelle phase du développement de l'enseignement supérieur à Singapour :

Cette décision de transformer la NUS et la NTU en universités autonomes corporatisées [...] marque le début de la prochaine phase passionnante du développement de nos universités, où elles seront en mesure d'exercer une plus grande flexibilité [...], afin de rivaliser dans le paysage universitaire mondial. (Discours du ministre de l'Éducation, « NUS, NTU, SMU to Become Autonomous Universities », 2005; nous traduisons)

Les universités singapouriennes se retrouvent donc, comme d'autres dans le monde, confrontées à un système très fortement régulé par l'État, qui définit l'organisation et le pilotage en assurant une partie du financement, et un système libéral pour lequel une part importante des financements est acquise dans un marché concurrentiel (Finance, 2015).

Cependant, en comparaison des prestigieuses universités comme Harvard, celles de Singapour sont envisagées par les gouvernants comme des « coureurs relativement nouveaux et moins connus dans la course », pour reprendre les termes d'un ministre de l'Éducation en 2000, à côté d'autres nouveaux acteurs, comme la Malaisie, le Japon, la Chine, Hong Kong et la Corée du Sud. Le discours du premier ministre en 1996 reflète cette ambition réaliste :

[...] Harvard et le MIT attirent des étudiants de tous les États-Unis, dont la population représente environ 90 fois la nôtre [...]. Nos universités s'appuient sur une base de talents beaucoup plus restreinte [...]. Mais la NUS et la NTU devraient toujours imiter Harvard et le MIT en offrant une excellente éducation et en attirant des étudiants brillants d'Asie. (Discours de Goh Chok Tong, premier ministre, 1996, NUS; nous traduisons)

La vision hégémonique du modèle américain s'accompagne donc d'une forte volonté gouvernementale de conserver les valeurs nationales, confucéennes et asiatiques dans les programmes nationaux des formations (Yang, 2016 : 7). En outre, Singapour a élargi sa zone d'échange universitaire à ses voisins membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ainsi qu'à l'Inde et à la Chine, partenaire privilégié de la cité-État. L'emprunt au modèle d'excellence chinois s'est d'ailleurs intensifié dans la structuration des formations :

Grâce à vos partenariats avec l'Université du Zhejiang et le Massachusetts Institute of Technology, la SUTD a été au cœur du flux d'idées et de talents de l'Est/Orient (*East*) et de l'Ouest/Occident (*West*). (Discours du vice-premier ministre et ancien ministre de l'Éducation Heng Swee Keat à la SUTD, 2019; nous traduisons)

Singapour représente donc un *hub* d'enseignement supérieur qui peut se définir comme une plaque tournante éducative, connectant plusieurs secteurs institutionnels les plus importants des sociétés modernes (Stevens, Armstrong et Arum, 2008), mais il s'agit d'un *hub* d'enseignement supérieur

régional, un *outsider* dans le panorama de l'enseignement supérieur mondial comparativement aux *hubs* traditionnels ou établis (*established*) (Elias et Scotson, 1994), tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Australie. La figuration établis-*outsiders* soulève la question de la continuité/discontinuité entre plusieurs espaces géopolitiques et culturels, laquelle permet de reconsidérer les oppositions « Sud » et « Nord », « pays développés », « sous-développés », « en voie de développement », fréquemment mobilisées en matière d'internationalisation de l'enseignement supérieur (Eyebiyi et Mazzella, 2014). Les discours des responsables politiques et institutionnels singapouriens mentionnent ainsi à plusieurs reprises des *mondes* qui se mélangent à Singapour et qui ne sont pas dépendants les uns des autres. L'enseignement supérieur singapourien apparaît ainsi à la croisée de l'« Ouest/Occident » technologiquement développé et de l'« Est/Orient » en croissance rapide, ce qui lui permet d'espérer une position dominante à l'échelle régionale. Cette internationalisation « orientée vers l'intérieur » s'accompagne d'une internationalisation « orientée vers l'extérieur » (Wu, 2021).

1.2 La hiérarchisation de l'offre éducative privée

Une typologie des modèles d'internationalisation *in situ* à Singapour

Les stratégies d'internationalisation se sont renforcées dès 1993 avec le souci d'externaliser l'offre éducative privée à Singapour en permettant l'implantation d'établissements prestigieux. En 2020, Singapour est le 3^e pays dans le monde, derrière la Chine et les Émirats arabes unis, à accueillir le plus grand nombre d'établissements *offshores* ou délocalisés sur son territoire (Cross-Border Education Research Team, 2020). Les stratégies étatiques, résumées en 2003 dans le discours de George Yeo, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, ont ciblé deux catégories d'établissements privés : d'un côté, ceux de « première classe », mondialement reconnus ; de l'autre, ceux « de seconde classe » à l'échelle mondiale, mais dont la reconnaissance de l'excellence dans leur champ national est établie. À partir de ces deux cibles, l'enquête de terrain a permis de dresser une typologie de six modèles d'internationalisation *in situ* présents à Singapour. Le premier, le *modèle de réseaux* ou *network model*, est le plus fréquent. Déjà repéré dans une recherche menée par Olds en 2007 sur les universités étrangères implantées dans le pays, il répond à une politique multisite où un établissement d'un pays donné crée un campus délocalisé (*international branch-campus*, *campus offshore*) dans un pays d'accueil ciblé¹. Le *modèle d'expertise internationale* englobe quant à lui

des campus délocalisés plus spécifiquement spécialisés dans un secteur de « niches d'excellence », comme l'EHL (École hôtelière de Lausanne) dans le domaine de l'hôtellerie. Le *modèle de synergie* est un partenariat basé sur l'élaboration commune entre une université singapourienne et une université étrangère d'un programme en particulier, souvent en double diplôme, tel que celui de HEC Paris-NUS Double Degree. Le *modèle de ligue* ou *d'élite* est un partenariat ciblé par des accords bilatéraux entre des institutions jugées de même rang, reconnues comme le « top de la ligue » des meilleures universités mondiales². Le *modèle de fusion* ou *international joint-ventures*, selon l'appellation utilisée par Wilkins (2018), repose sur l'association de deux universités, l'une locale, l'autre étrangère, telles que la NTU et l'Imperial College London, afin de créer un établissement commun qui n'existait pas auparavant dans le paysage universitaire mondial. Enfin, le *modèle de transférabilité* consiste à attirer les grands centres de recherche et laboratoires reconnus dans le monde afin d'implanter une partie de leurs activités de recherche à Singapour dans des domaines définis. Le plus représentatif est le Campus for Research Excellence and Technological Enterprise (CREATE) de la NUS, qui regroupe 8 universités et centres de recherche étrangers, dont le CNRS, le MIT, Cambridge, fleurons de la recherche mondiale qui attirent les meilleurs talents au monde.

Des implantations ajustées et régulées en fonction de la hiérarchie des établissements

Si la qualité des implantations d'établissements *offshores* dépend assurément de la qualité des partenariats établis et de l'anticipation de leur intégration dans l'enseignement supérieur singapourien, elle est fortement dépendante de la régulation étatique. En effet, des institutions gouvernementales composées de membres consultatifs internationaux et s'appuyant sur de nombreux réseaux ciblés d'acteurs étrangers puissants, comme l'Economic Development Board, jouent un rôle essentiel dans l'identification et la sélection de partenaires étrangers potentiels à Singapour (Sidhu, Ho et Yeoh, 2014). Depuis 2008, les formations délocalisées sont régulées par le Conseil de l'enseignement privé (Council for Private Education), qui a pour vocation de contrôler leurs pratiques et surtout de décider de leur prestige, ce qui n'est pas sans effet puisque les avantages accordés par le gouvernement singapourien sont ajustés à la hiérarchie des établissements. Les plus prestigieux, dits de « première classe », reçoivent les subventions les plus élevées. S'ajoutent également des privilèges administratifs, des exemptions, des incitations

fiscales ou foncières différenciées qui facilitent plus ou moins l'intégration d'un établissement. En contrepartie, les institutions étrangères ont des obligations à remplir : assurer leur équilibre financier, mener des recherches en lien avec des problématiques intéressant la cité-État, répondre aux cahiers des charges de la réglementation Edutrust pour recevoir une certification indispensable au recrutement d'étudiants internationaux. Dans ce chassé-croisé entre obligations et droits hiérarchisés, les acteurs internationaux reconnaissent toutefois que leur situation reste le plus souvent appréciable, comme le souligne le directeur général d'une institution universitaire étrangère délocalisée :

On a eu quelques très petites subventions, très petites, rien à voir avec les 14 ou 15 millions de dollars que les Australiens ont eus [...]. On a surtout le droit d'occuper ce terrain pendant 30 ans, et vu le prix foncier à Singapour, ce qu'on a dû payer pour le bail pour 30 ans, c'est complètement dérisoire [...]; on a une liste d'obligations certes assez longue, mais aussi une liste d'exemptions qui est tout à fait appréciable. (Nous traduisons)

Malgré ces ajustements et régulations étatiques, les stratégies d'implantation des établissements à Singapour n'ont cependant pas toutes été marquées par le succès, souvent en raison de frais de scolarité trop élevés, de la qualité de l'enseignement proposé, d'un mauvais ciblage des étudiants internationaux visés³. De plus, Singapour peine à maintenir la présence de certains établissements étrangers sur son territoire en raison de « difficultés liées à l'exercice (ou à la reconnaissance) de la liberté académique⁴ » (Stef et Samuel, 2022).

Les stratégies d'internationalisation ont reconfiguré les formations d'enseignement supérieur publiques et privées, mais elles ont également complexifié les modes de production des élites et les circulations étudiantes.

2. Stratégies d'internationalisation et fabrication des élites nationales et internationales

Historiquement, la fabrication des élites passe par l'enseignement supérieur. Or, elle repose moins sur des compétences techniques ou scolaires indispensables à l'exercice de positions dominantes que sur des compétences sociales et des processus de sélection que les institutions et filières d'élite opèrent, finissant par exclure le plus grand nombre (Gérard et Wagner, 2015). Le terme

d'« élite » désigne un petit groupe d'étudiants cumulant capitaux économiques, scolaires, symboliques et sociaux, opposé à une majorité d'étudiants qui ne « disposent pas des atouts et des qualités jugés nécessaires et légitimes » (Bataille, Louey et Violier, 2020) pour intégrer les formations supérieures d'excellence. Or, la production des élites est étroitement liée à l'internationalisation de leurs formations (Gérard et Wagner, 2015). Cette dernière prend sa source dans les circulations des étudiants, qui suivent des logiques différentes selon les politiques publiques des États. Les flux des étudiants à Singapour relèvent ainsi à la fois de stratégies étatiques de rétention des élites nationales et de stratégies d'attraction des élites internationales.

2.1 Des stratégies de rétention des élites singapouriennes : une internationalisation d'État méritocratique

La formation des élites singapouriennes dans les universités publiques

L'idéologie méritocratique est un principe fondateur des politiques éducatives à Singapour depuis la fin des années 1970. La sélection par le mérite se met en place bien avant l'entrée dans l'enseignement supérieur, dès la fin de l'école primaire, qui donne accès, selon le niveau, à des programmes scolaires différenciés et à des établissements plus ou moins réputés. Des mesures ont été prises dans les années 1980 pour renforcer également la hiérarchie entre les écoles préuniversitaires destinées à former les élèves les plus dotés scolairement, amenés à suivre leurs études supérieures dans les universités publiques, qui exigent un examen d'entrée et n'accueillent qu'un quart d'une classe d'âge (Campus France, 2018). Cette vision méritocratique légitime la hiérarchie sociale entre les établissements d'enseignement supérieur à Singapour décrite précédemment. Elle favorise de plus la reproduction sociale des élèves d'origines sociales et économiques favorisées, dont les familles recourent systématiquement aux cours particuliers et peuvent couvrir les frais de scolarité élevés des établissements les plus prestigieux. De ce point de vue, les minorités ethniques de Singapour sont les plus touchées par ces inégalités, en particulier les Malais et, dans une moindre mesure, les Indiens, qui s'en sortent moins bien que la majorité chinoise dans les examens nationaux (Tan, 2014). Il en découle un système élitair hiérarchisé, « les classements scolaires donnant une légitimité aux classements sociaux » (Duru-Bellat et Tenret, 2009 : 229). Ainsi, les universités publiques de Singapour accueillent les meilleurs étudiants, qui sont les plus favorisés, tandis que les autres institutions, moins sélectives ou privées, catalysent une autre partie

des étudiants nationaux, lesquels, bien qu'éduqués selon les critères de l'excellence, relèvent malgré tout d'une « figure de la médiocrité » et sont considérés comme des « non-élites instruites » (Cheng, 2018). Ces analyses restent cependant basées sur des observations partielles puisqu'il n'existe pas de statistiques officielles permettant de chiffrer la part des étudiants appartenant à ces catégories. Cette absence de données relève d'une forme de stratégie de dissimulation propre à un État qui préfère laisser croire que la seule méritocratie reste le principe fondateur de la fabrication des élites singapouriennes (Pourvoyeur, 2018). La formation des élites singapouriennes demeure donc fortement ancrée dans les institutions nationales dominantes, mais les séjours à l'étranger sont aussi un passage obligé.

L'accumulation de capitaux internationaux prestigieux

D'après les données de l'UNESCO, les étudiants singapouriens en mobilité sortante sont estimés au nombre de 23 752 en 2018, soit 16 % des étudiants nationaux (tableau 1). Leurs trois principales destinations sont l'Australie (34 %), dont la part a diminué depuis 2013⁵, le Royaume-Uni (29 %) et les États-Unis (18 %). Les autres destinations restent marginales. Cependant, la Chine et Hong Kong, pourtant proches de la cité-État, ne sont pas comptabilisés dans les données statistiques disponibles sur les pays d'accueil des étudiants singapouriens en mobilité. Cette dissimulation est symptomatique des enjeux géopolitiques et du caractère sensible que revêt la formation des élites étudiantes à Singapour.

Tableau 1**Destinations des étudiants en mobilité originaires de Singapour**

Pays d'accueil	2013	2018	% du total en 2018	Évolution 2013-2018
1 Australie	9124	7977	34 %	-13 %
2 Royaume-Uni	5946	6976	29 %	+17 %
3 États-Unis	4362	4164	18 %	-5 %
4 Allemagne	236	549	2 %	+133 %
5 Canada	399	494	2 %	+24 %
6 Malaisie	800**	481***	2 %	-40 %
7 Irlande	210	474	2 %	+126 %
8 Nouvelle-Zélande	266	403	2 %	+52 %
9 Japon	209	337	1 %	+61 %
10 Suisse	135	180	1 %	+33 %
12 France	ND	149	1 %	-
Autres pays	1059*	1569*	7 %	+48 %
Total	22746	23752	100 %	+4 %

* Estimation **2014 ***2017

Source : Institut statistique de l'UNESCO (ISU), septembre 2020.

Note de lecture : en 2018, 6976 étudiants singapouriens ont effectué une mobilité sortante au Royaume-Uni, soit 29 % du total des étudiants nationaux. De 2013 à 2018, leur part vers cette destination s'est accrue de +17 %.

Le Royaume-Uni est traditionnellement la destination principale des meilleurs étudiants singapouriens. Le « Russell Group », constitué des 24 universités de recherche britanniques les plus réputées, ne représente ainsi que 15 % de l'offre éducative anglo-saxonne, mais capte 73 % des mobilités étudiantes singapouriennes. La majorité des dirigeants singapouriens y a effectué ses études. À partir des années 1980, les étudiants de haut niveau se sont également dirigés vers les États-Unis.

La fabrication des élites singapouriennes passe par une internationalisation d'État comparable à celle de la Chine, qui a déployé des mesures incitatives au retour. En effet, l'État singapourien a mis en place, depuis plus de quarante ans, un système de bourses d'excellence qui permet aux meilleurs étudiants d'effectuer une mobilité à l'étranger dans les meilleures universités. Selon les

sources statistiques publiées par l'État singapourien, en l'espace de douze ans, 571 hommes et 424 femmes en ont bénéficié. La President's Scholarship est la plus prestigieuse, réservée à une petite poignée d'étudiants et à une minorité de femmes (18 % des boursiers en moyenne). Cette mobilité parrainée et institutionnalisée, qui fait preuve d'une stabilité remarquable dans le temps, a fait l'objet de recherches approfondies sur les trajectoires des boursiers de la fonction publique à Singapour entre 1979 et 2018, qui montrent que ces derniers sont destinés à revenir à Singapour et à y intégrer des emplois et des fonctions aux échelons supérieurs (Ye et Nylander, 2015; Ye, 2021). Ces bourses d'État ont en effet la particularité d'exiger un service obligatoire de dix années auprès d'institutions d'État ou de ministères à Singapour. Le retour des boursiers est donc prévu en même temps que leur départ (Behar, 2006).

Ces stratégies de rétention des élites singapouriennes s'accompagnent de stratégies d'attraction des élites étudiantes internationales qui mettent en avant une fois encore la segmentation entre les formations publiques et privées.

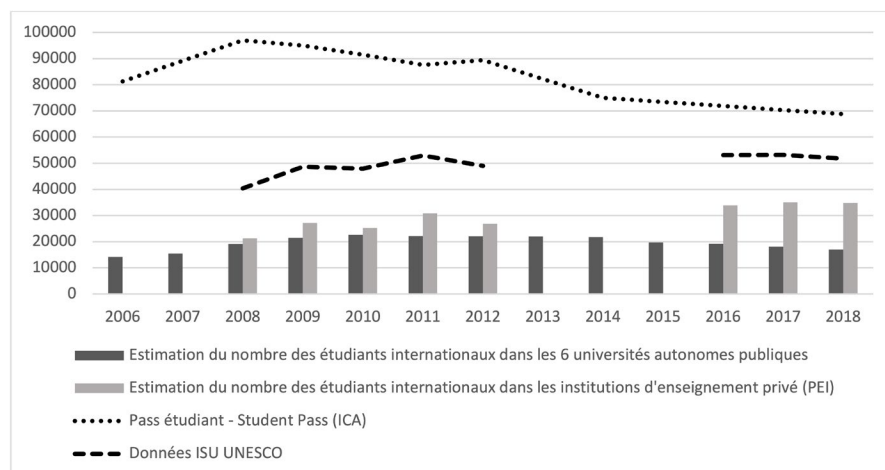
2.2 Des stratégies d'attraction des étudiants internationaux : la segmentation entre l'élite « publique » et l'élite « privée »

La baisse des étudiants internationaux dans les universités publiques d'État

Les stratégies d'internationalisation sont fréquemment évaluées grâce à l'analyse des données statistiques sur les flux de mobilité entrante. Dans le cas de Singapour, les statistiques de la mobilité étudiante entrante sont quasiment inexistantes et morcelées dans les sources officielles. En recoupant plusieurs d'entre elles, l'enquête permet cependant de repérer quelques tendances. Le graphique 2 fait apparaître une forte augmentation entre 2006 et 2008 du nombre de Pass étudiants (Student Pass) délivrés par l'Immigration Check Authority, qui contrôle les flux d'entrée des élèves étrangers du primaire à l'enseignement supérieur, un plateau jusqu'en 2012 et une baisse progressive depuis avec 68 000 Pass environ délivrés en 2018. L'ISU (UNESCO) fait apparaître une courbe croissante entre 2008 et 2012 des effectifs d'étudiants internationaux à Singapour, dont le nombre avoisine les 50 000 étudiants, chiffre qui ne varie pratiquement pas depuis 2016 (soit près de 27 % du total des étudiants en 2018), tandis que le nombre d'étudiants nationaux singapouriens a continué de croître régulièrement, passant de 66 531 en 2016 à 70 690 en 2018 (Ministry of Education, Singapore, 2021).

Graphique 2

Estimations de l'évolution des mobilités étudiantes entrantes à Singapour entre 2006 et 2018



* Les données non connues de plusieurs dates n'apparaissent pas dans le graphique.

Sources : ISU-UNESCO, archives, rapports, sites Internet, articles scientifiques (graphique réalisé par les auteurs).

Note de lecture : en 2018, près de 70 000 Student Pass (68 760) ont été délivrés à des élèves étrangers à Singapour (du primaire à l'enseignement supérieur). Les étudiants internationaux étaient au nombre de 51 756 en 2018 selon les données ISU-UNESCO. D'après nos estimations, en 2018, environ 16 962 étudiants internationaux fréquentaient des universités publiques, et 34 794 des universités privées.

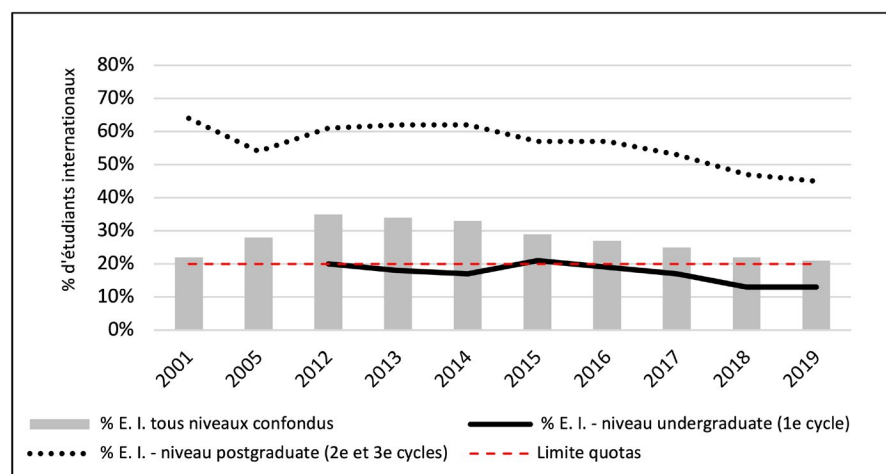
Les mobilités étudiantes vers les six universités autonomes publiques de Singapour connaissent une baisse progressive du total des étudiants internationaux depuis 2014, dont les effectifs n'ont plus dépassé les 20 000 (graphique 2). Cela est particulièrement marqué à la NUS (graphique 3). Le pourcentage d'étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement supérieur privés s'est au contraire nettement accru, passant de 30 % en 2012 à 51 % en 2018. Le secteur privé soutient donc une part plus importante d'étudiants internationaux que le secteur public, lequel est réservé à l'élite étudiante locale et internationale.

L'élite internationale « publique » : une sélection scolaire et migratoire

Les étudiants internationaux les plus dotés scolairement sont en effet majoritairement captés par les universités nationales d'État. L'entrée à un niveau *undergraduate* suppose des notes minimales et un niveau d'anglais très élevé⁶ ; au niveau *postgraduate*, le critère d'admission est concentré sur le degré de réputation de l'université d'origine où a été obtenu le diplôme de licence/bachelor. En outre, l'élite publique est recrutée selon des quotas imposés par les politiques nationales, qui visent à limiter l'accueil des étudiants internationaux dans les deux grandes universités autonomes (la NUS et la NTU), ce qui explique la diminution de leurs flux à tous les niveaux (Daquila, 2013) (graphiques 2 et 3).

Graphique 3

Répartition des flux des étudiants internationaux à la National University of Singapore (NUS)



* E. I. = étudiants internationaux.

Source : graphique élaboré par les auteurs à partir des rapports annuels de la NUS et du Global Office de la NUS.

Note de lecture : en 2019, 20 % des étudiants inscrits à la NUS sont des étudiants internationaux. Parmi les étudiants internationaux, 13 % sont inscrits à un niveau *undergraduate*, et 45 % à un niveau *postgraduate*.

En moyenne, au maximum 20 % des places sont réservées aux étudiants internationaux à la NUS. Leur part a diminué depuis 2015 à tous les niveaux (graphique 3). Cette diminution est la conséquence de la volonté gouvernementale, qui a engagé depuis une dizaine d'années des stratégies de rétention de ses élites dans les universités publiques, en particulier en doctorat, afin de leur offrir les meilleures perspectives d'emploi et de les inciter à s'établir à Singapour :

Seuls environ 35 % des étudiants en Ph. D. (doctorat) dans nos universités sont des Singapouriens et des résidents permanents actuellement [...]. Nos universités doivent chercher à augmenter le nombre de Ph. D. que nous produisons [...] et le pourcentage de citoyens de Singapour et de résidents permanents qui les poursuivent. Cela ouvrira de meilleures perspectives d'emploi dans le secteur privé pour les titulaires de doctorat à Singapour. (Rapport *High Skills People, Innovative Economy, Distinctive Global City*, 2010; nous traduisons)

La proximité culturelle et géographique est souvent évoquée comme facteur d'attractivité des populations asiatiques. Les étudiants chinois restent ainsi la cible privilégiée des universités publiques, représentant en moyenne près de 15 000 étudiants annuellement, selon les estimations réalisées par Zheng et Lye (2015). Cette attraction qualitative repose sur le choix d'une politique d'« immigration choisie » en direction d'étudiants ciblés selon leurs profils scolaires et leurs appartenances institutionnelles, attirés par les nombreux avantages qui leur sont proposés dans les universités publiques (bourses d'excellence, partenariats de prestige, possibilité d'obtenir le statut de résident permanent ouvrant à la nationalité singapourienne, etc.), malgré des frais d'inscription qui demeurent très élevés⁷.

L'élite internationale « privée » : une sélection sociale et financière

Vis-à-vis des universités publiques qui accueillent les étudiants internationaux les plus sélectionnés sur le plan scolaire, le développement des formations privées est axé sur un impératif économique. Les frais d'inscription plus élevés encore que ceux appliqués aux étudiants internationaux dans les universités publiques ont pour conséquence d'attirer prioritairement des étudiants internationaux issus de classes supérieures appartenant à l'élite économique circulante provenant d'Asie, mais aussi d'Occident, et dont la plupart ne bénéficient pas de bourses ou de subventions comme dans les universités publiques. Ces « héritiers » appartenant aux classes sociales les plus favorisées

suivent ainsi leurs études dans des institutions sélectives et payantes, spécialisées pour l'essentiel dans l'accueil des enfants de cadres internationaux. Ils contribuent ainsi à la constitution de groupes internationaux (Wagner, 1998), à l'établissement d'une internationalisation dans un contexte culturel particulier, ici asiatique. Ces étudiants peuvent être désignés, selon Anne-Catherine Wagner (2016), comme des « talents internationaux », clairement identifiés par leur apport économique puisque considérés comme des acteurs de développement et de rentabilité pour Singapour, générant des retombées financières. En plus de la reconnaissance internationale et du prestige des formations d'excellence, le choix d'une destination comme Singapour pour les étudiants en quête de mobilité est le plus souvent lié au multiculturalisme, à la qualité de vie ainsi qu'aux possibilités professionnelles qu'offre la cité-État. Sur plus de 200 étudiants internationaux interrogés à Singapour en 2020 dans une enquête par questionnaire (Stef, 2022 [à paraître]), 92 % ont répondu que Singapour représentait un atout supplémentaire sur leur CV. Si une moitié d'entre eux environ espère trouver un premier emploi en début de carrière à Singapour, l'autre moitié, plus souvent issue des milieux sociaux et économiques les plus favorisés, considère plutôt la mobilité comme un tremplin vers les grandes destinations traditionnelles du monde occidental et un moyen d'établir un réseau professionnel futur. L'enjeu majeur de ces formations privées reste donc la professionnalisation, bien plus que l'apprentissage scolaire.

Conclusion

L'enseignement supérieur singapourien est aujourd'hui structuré selon un système hiérarchisé, avec au sommet les universités publiques nationales, classées parmi les meilleures universités d'Asie, qui accueillent prioritairement les élites nationales. Si elles se sont ouvertes aux expatriés, il semble, comme l'a par ailleurs constaté Anne-Catherine Wagner (2020), que les capitaux sociaux et symboliques qu'elles donnent restent largement réservés aux nationaux. Les implantations de campus délocalisés à Singapour sont ajustées et régulées selon un système hiérarchique qui classe ses établissements privés en fonction de la réputation mondiale de leurs formations. En découle une dichotomie entre public et privé (Eyebiyi et Mazzella, 2014) : l'élite publique, majoritairement représentée par les étudiants singapouriens formés dans les universités nationales, est sélectionnée scolairement et selon des filtres migratoires, tandis que l'élite privée est incarnée dans les établissements privés

par une majorité d'étudiants internationaux qui sont recrutés selon des critères sociaux et économiques. Par ailleurs, les circulations étudiantes s'effectuent non plus dans un sens unique, du Sud vers le Nord, mais plutôt selon des circuits migratoires et des ententes effectives ou potentielles entre pays ou régions du monde, en dehors des périmètres historiquement balisés (Erlich, 2012; Gérard et Wagner, 2015; Erlich, Gérard et Mazzella, 2021). L'Asie du Sud-Est constitue en effet, avec la Chine et l'Inde, l'un des principaux pays pourvoyeurs d'étudiants étrangers à Singapour.

Comme d'autres États asiatiques, le cas de Singapour est ainsi l'illustration d'une nation non occidentale qui, bien que son essor ait largement reposé sur ses relations économiques établies avec l'Occident (Guillot, 2007), n'a pas pour autant adopté de manière systématique les principes universels des modèles d'internationalisation de l'enseignement supérieur dans le monde. Certes, la cité-État n'a pas hésité à instrumentaliser et à marchandiser son système éducatif : anglicisation de ses programmes de formation, importation de modèles éducatifs étrangers d'excellence, implantation de campus délocalisés, positionnement dans les classements internationaux, etc. Mais c'est à travers une internationalisation d'État, qui passe par une « instrumentalisation du local par le mondial » (Guillot, 2007), soit une adaptation aux particularités géographiques et aux enjeux nationaux, que l'enseignement supérieur singapourien s'est reconfiguré pour devenir sur la carte mondiale un *hub* attractif par son offre éducative, en particulier à l'échelle régionale. L'hypothèse d'un modèle de marché éducatif moderne occidental et performatif tend donc ici à être nuancée par l'enquête, qui remet en question l'« occidentalisation du monde » et les limites de l'universalisme planétaire (Latouche, 1990). La fabrication des élites à Singapour résulte ainsi à la fois de décisions porteuses de valeurs et de croyances nationales et d'un capital international de compétences (Nogueira et Aguiar, 2008), qui transcendent « les frontières culturelles de toutes les sociétés » (Castells, 1998 : 469).

—

Bibliographie

Anonyme. 1952. « Masses May Have College », *The Straits Times*, 31 août, p. 9. <<https://eresources.nlb.gov.sg/newspapers/Digitised/Article/straitstimes19520831-1.2.82>>. Page consultée le 26 août 2022.

Bataille, Pierre, Sophie Louey et Victor Violier. 2020. « La notion d'élite au travail : une épistémologie par les marges », *SociologieS*. <<https://doi.org/10.4000/sociologies.12781>>. Page consultée le 26 août 2022.

Behar, David. 2006. « Les voies internationales de la reproduction sociale. Trajectoires migratoires en grande bourgeoisie turque », *Revue européenne des migrations internationales*, 22, 3 : 39-78.

Campus France. 2018. *Fiche Curie Singapour*. <<https://www.campusfrance.org/fr/system/files/medias/documents/2018-12/Fiche%20Curie%20Singapour%202018.pdf>>. Page consultée le 26 août 2022.

Castells, Manuel. 1998. *L'ère de l'information*, t. I : *La société en réseaux*. Paris, Fayard.

Cheng, Yi'En. 2018. « Educated Non-Elites' Pathways to Cosmopolitanism: The Case of Private Degree Students in Singapore », *Social & Cultural Geography*, 19, 2 : 151-170.

Cross-Border Education Research Team. 2020. *C-BERT International Campus Listing*. <<http://cbert.org/resources-data/intl-campus>>. Page consultée le 2 août 2021.

Daquila, Teofilo C. 2013. « Internationalizing Higher Education in Singapore: Government Policies and the NUS Experience », *Journal of Studies in International Education*, 17, 5 : 629-647.

Duru-Bellat, Marie et Élise Tenret. 2009. « L'emprise de la méritocratie scolaire : quelle légitimité ? », *Revue française de sociologie*, 50, 2 : 229-258.

Elias, Norbert et John L. Scotson. 1994. *The Established and the Outsiders*. Londres, Sage Publications.

Erllich, Valérie. 2012. *Les mobilités étudiantes*. Paris, La documentation française.

Erllich, Valérie, Étienne Gérard et Sylvie Mazzella. 2021. « La triple torsion des mobilités étudiantes. Financiarisation de l'enseignement supérieur, concurrence sur le marché mondial et différenciations sociales accrues des parcours », *Agora débats/jeunesses*, 88, 2 : 53-69.

Eyebiyi, Elieth P. et Sylvie Mazzella. 2014. « Introduction. Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 13 : 7-24.

Finance, Jean-Pierre. 2015. « La problématique de l'autonomie des universités », *Administration & Éducation*, 3, 147 : 61-70.

Gérard, Étienne et Anne-Catherine Wagner. 2015. « Élités au Nord, élités au Sud : des savoirs en concurrence ? », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 14 : 7-24.

Guillot, Xavier. 2007. « Singapour : l'urbanisation du Sud dans le prisme de la mondialisation », *Autrepart*, 41, 1 : 165-179.

Hughes, Rebecca. 2008. « Internationalisation de l'enseignement supérieur et politique linguistique : questions de qualité et d'équité », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 20, 1 : 121-140.

Jarvis, Darryl S. L. et Ka Ho Mok (dir.). 2019. *Transformations in Higher Education Governance in Asia. Policy, Politics and Progress*. Singapour, Springer.

Lascoumes, Pierre et Louis Simard. 2011. « L'action publique au prisme de ses instruments. Introduction », *Revue française de science politique*, 61, 1 : 5-22.

Latouche, Serge. 1990. *L'occidentalisation du monde*. Paris, La Découverte.

Ministry of Education, Singapore. 2021. *Education Statistics Digest 2021*. <<https://www.moe.gov.sg/-/media/files/about-us/education-statistics-digest-2021.ashx?la=en&hash=9E7EFD9B088817C207F8AE797037AAA2A49F167>>. Page consultée le 26 août 2022.

Musselin, Christine. 2008. «Vers un marché international de l'enseignement supérieur?», *Critique internationale*, 39, 2 : 13-24.

Musselin, Christine et Philippe Bezes. 2015. «Chapitre 5. Le new public management. Entre rationalisation et marchandisation?», dans Laurie Boussaguet, Pauline Ravinet et Sophie Jacquot (dir.). *Une French Touch dans l'analyse des politiques publiques?* Paris, Presses de Sciences Po : 125-152.

Neher, Clark D. 1994. «Asian Style Democracy», *Asian Survey*, 34, 11 : 949-961.

Nogueira, Maria Alice et Andrea Aguiar. 2008. «La formation des élites et l'internationalisation des études : peut-on parler d'une "bonne volonté internationale"?», *Éducation et sociétés*, 21, 1 : 105-119.

Olds, Kris. 2007. «Global Assemblage: Singapore, Foreign Universities, and the Construction of a "Global Education Hub"», *World Development*, 35, 6 : 959-975.

Paradeise, Catherine et Jean-Claude Thoenig. 2013. «Academic Institutions in Search of Quality: Local Orders and Global Standards», *Organization Studies*, 34, 2 : 189-218.

Pourvoyeur, Julien. 2018. «Singapour, entre capitalisme et autoritarisme», *Libération*, 11 juin. <https://www.liberation.fr/planete/2018/06/11/singapour-entre-capitalisme-et-autoritarisme_1658255/>. Page consultée le 15 juin 2022.

Scott, Allen J. 2001. *Global City-Regions. Trends, Theory, Policy*. New York, Oxford University Press.

Sidhu, Ravinder, Kong-Chong Ho et Brenda S. A. Yeoh. 2014. «Singapore: Building a Knowledge and Education Hub», dans Jane Knight (dir.). *International Education Hubs: Student, Talent, Knowledge-Innovation Models*. Dordrecht, Springer Netherlands : 121-143.

Singh, Bilveer. 2011. «Singapour – Maintenir l'équilibre entre la prospérité, la croissance sociale et la démocratisation graduelle», *Revue internationale de politique comparée*, 18, 1 : 105-122.

Stef, Jimmy. 2022 [à paraître]. *Les enjeux de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Asie du Sud-Est : Singapour et la Malaisie, des nouveaux pôles mondiaux de fabrication des élites?* Thèse de doctorat de sociologie. Nice, Université Côte d'Azur.

Stef, Jimmy et Jérôme Samuel. 2022. «Internationalisation de l'enseignement supérieur et intégration régionale en Asie du Sud-Est : Mundus sans Erasmus», dans Christine Cabasset et Jérôme Samuel (dir.). *L'Asie du Sud-Est 2022 : bilan, enjeux et perspectives*. Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporain : 101-126.

Stevens, Mitchell L., Elizabeth A. Armstrong et Richard Arum. 2008. «Sieve, Incubator, Temple, Hub: Empirical and Theoretical Advances in the Sociology of Higher Education», *Annual Review of Sociology*, 34, 1 : 127-151.

Tan, Jason. 2014. «L'enseignement à Singapour : pour quoi? Pour qui?», *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. <<https://doi.org/10.4000/ries.3852>>. Page consultée le 26 août 2022.

Wagner, Anne-Catherine. 1998. *Les nouvelles élites de la mondialisation*. Paris, Presses universitaires de France.

Wagner, Anne-Catherine. 2016. «Attirer les talents internationaux. Les ambiguïtés d'une hospitalité sélective», *Savoir/Agir*, 36, 2 : 33-38.

Wagner, Anne-Catherine. 2020. «The Internationalization of Elite Education. Merging Angles of Analysis and Building a Research Object», dans François Denord, Mikael Palme et Bertrand Réau (dir.). *Researching Elites and Power: Theory, Methods, Analyses*. Cham, Springer International Publishing : 193-200.

Wilkins, Stephen. 2018. « Definitions of Transnational Higher Education », *International Higher Education*, 95 : 5-7.

Wu, Hantian. 2021. *China's Outward-Oriented Higher Education Internationalization*. Singapour, Springer Nature.

Wu, Hantian et Qiang Zha. 2018. « A New Typology for Analyzing the Direction of Movement in Higher Education Internationalization », *Journal of Studies in International Education*, 22, 3 : 259-277.

Yang, Peidong. 2016. *International Mobility and Educational Desire: Chinese Foreign Talent Students in Singapore*. New York, Palgrave Macmillan.

Ye, Rebecca. 2021. « Schooling for Government: Institutionalised Sponsored Mobility and Trajectories of Public Service Scholarship Recipients in Singapore (1979-2018) », *Journal of Education and Work*, 34, 4 : 518-532.

Ye, Rebecca et Erik Nylander. 2015. « The Transnational Track: State Sponsorship and Singapore's Oxbridge Elite », *British Journal of Sociology of Education*, 36, 1 : 11-33.

Zheng, Yongnian et Liang Fook Lye (dir.). 2015. *Singapore-China Relations: 50 Years*. Singapour, World Scientific Publishing Company.

Notes

¹ En 2021, on dénombrait 18 *branch-campus* à Singapour, dont l'INSEAD, l'ESSEC Asia Pacific la Curtin University.

² À titre d'exemple, la NUS s'est mise en réseau avec les 9 universités les plus réputées de Chine appartenant à la ligue C9, mais elle a également participé à la création, en 2006, de l'International Alliance of Research Universities (IARU), où l'on retrouve des universités telles que Cambridge, Yale.

³ Fermeture en 2007, en l'espace de trois mois, du campus australien de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud (UNSW); départ de la Business School de l'Université de Chicago en 2013, qui s'est délocalisée à Hong Kong afin de se rapprocher de la Chine.

⁴ Annonce de la fermeture du collège universitaire Yale-NUS en août 2021, après 10 ans d'existence, à l'initiative des autorités singapouriennes.

⁵ Si l'Australie représentait 61% des mobilités globales en 2003, cette proportion a chuté à 34 % en 2018, ce qui constitue une perte relative de -47 % entre ces deux périodes. Cette forte diminution s'est effectuée au profit d'une augmentation des mobilités vers les autres pôles, et particulièrement vers le Royaume-Uni. Dans le système universitaire singapourien, les programmes australiens publics et privés sont jugés moins prestigieux.

⁶ La NUS demande un minimum de 15/20 à toutes les matières passées lors du baccalauréat français et un niveau C1 certifié en anglais; pour une université privée telle que la James Cook University, le niveau d'anglais demandé est sensiblement le même, mais aucun seuil de note n'est requis, hormis la réussite de l'examen de fin de secondaire.

⁷ En dehors de l'obtention d'une bourse, les frais d'inscription dans une université publique à Singapour s'élèvent aux environ de 20 000 euros l'année pour un diplôme de bachelor, et entre 8 000 et 35 000 euros l'année pour un diplôme de master/doctorat, selon la discipline choisie.